



Direction de la jeunesse,
de l'éducation populaire et de la vie associative

Mission d'animation
du Fonds d'expérimentations pour la jeunesse

NOTE D'ETAPE SUR L'EXPERIMENTATION AU 31 DECEMBRE 2010

REDIGEE PAR LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT MIDI-PYRENEES

DOSSIER : AP1_n° 434

Intitulé du projet : Prévention du décrochage scolaire des lycéens et apprentis, accompagnement renforcé des jeunes en rupture en Midi-Pyrénées

Porteur du projet : La Ligue de l'enseignement Midi-Pyrénées

Evaluateur du projet : UMR EFTS, Université de Toulouse (ancienne dénomination : CREFI-T, Université de Toulouse)

Région(s) d'expérimentation : Midi-Pyrénées

Date de démarrage effectif de l'expérimentation : Janvier 2010

1. Rappel des objectifs de l'expérimentation et du public cible (1page)

L'objectif général est de prévenir les risques de rupture pour les jeunes en 1ère année de lycées professionnels et en Centres de Formation d'Apprentis et également d'accompagner vers l'emploi ou la formation des jeunes déjà décrochés et inscrits depuis plus d'un an dans les Missions Locales.

L'expérimentation permet la mise en œuvre d'actions auprès des jeunes de l'ensemble des territoires de Midi-Pyrénées, urbain comme rural. La plateforme partenariale est constituée ainsi :

- 7 fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement et leur réseau associatif affilié,
- la Chambre de Métiers de l'Ariège avec le CFA de Foix
- le Rectorat de l'Académie de Toulouse avec comme référent : le correspondant académique des dispositifs relais (12 Lycées Professionnels sont engagés dans l'expérimentation).
- l'Association Régionale des Missions Locales de Midi-Pyrénées,
- le Réseau des agences d'Intérim Randstad.

Deux types d'actions sont menés :

- des ateliers de médiation scolaire, ils concernent au total 180 Lycéens et 60 apprentis dans les actions expérimentales (un nombre similaire de jeunes dans les groupes témoins) ;
- un suivi renforcé pour 100 jeunes inscrits en Missions Locales depuis plus d'un an pour les actions expérimentales et le même nombre de jeunes en groupe témoin.

Les outils mobilisés sont les suivants :

- jeunes en LP et CFA : ateliers autour de projets collectifs (culture scientifique et technique, découverte des métiers, projets culturels, éducation à la citoyenneté, ...) et un accompagnement individuel du projet de vie du jeune avec l'utilisation d'un portefeuille de réussites et de compétences. Des stages BAFA sont proposés aux jeunes qui souhaitent s'engager dans l'animation volontaire et ainsi développer des compétences telles que la prise de responsabilités (au total 90 stages sont prévus).
- Jeunes inscrits en Mission Locale : ateliers collectifs (connaissance de l'environnement professionnel, ateliers de recherche d'emploi ou de formation, ...) et un accompagnement renforcé individuel en lien avec l'objet de recherche d'insertion professionnelle du jeune. Les dispositifs suivants sont mobilisés : test métiers du réseau intérim Randstad, missions de service civique, parcours en animation volontaire (stage de base BAFA et stage pratique en centre de vacances ou en accueils collectifs de mineurs - 20 stages prévus) avec la recherche pour une sortie de l'accompagnement (maximum 6 mois) d'une reprise de formation qualifiante ou d'un emploi.

Les actions se déclinent sur 7 des 8 départements de la région Midi-Pyrénées avec la répartition territoriale suivante :

+ pour les apprentis, les CFA de 2 départements :

- le CFA de Foix en Ariège avec 40 apprentis en expérimentation et 40 en groupe témoin
- le CFA d'Auch dans le Gers avec 20 apprentis en expérimentation et 20 en groupe témoin

pour les jeunes inscrits en Missions Locales :

5 sites départementaux des Missions Locales (Ariège, Aveyron, Haute Garonne, Gers et Lot) sont engagés dans l'expérimentation avec pour chaque territoire 20 jeunes inscrits dans les actions expérimentales et 20 jeunes inscrits dans les groupes témoins.

+ pour les lycéens, 12 Lycées Professionnels répartis dans 7 départements

Départements	Lycées Professionnels Volontaires Académie de Toulouse	Effectifs répartis (expérimentaux + témoins)
Ariège	LP Tissié de Saverdun LP Jacquard de Lavelanet LP Durroux de Foix LP Cros de Pamiers	5 + 5 10 + 10 10 + 10 10 + 10
Aveyron	LP « La découverte » de Decazeville LP Raymond Savignac de Villefranche de Rouergue	12 + 12 8 + 8
Haute-Garonne	LP Eugène Montel à Colomiers	20 + 10 jeunes (groupe témoin) – 10 témoins dans un autre LP
Gers	Lycée des Métiers le Garros à Auch LP Pardailhan à Auch	20 + 20 20 + 20
Lot	LP Gaston Monnerville à Cahors	10 + 10
Tarn	LP Louis Rascol à Albi	15 + 15
Tarn et Garonne	LP Bourdelle à Montauban	40 + 40

L'objectif général de l'ensemble des actions développées repose sur une mise en œuvre systématique de réseaux d'influences positives pour travailler sur la valorisation du jeune et lutter contre le phénomène de perte d'estime de soi. Les objectifs généraux et les volumes des publics pris en charge n'ont pas varié depuis le démarrage de l'expérimentation.

Les réunions (du comité de pilotage régional, du comité régional opérationnel avec les référents et celles départementales avec les partenaires locaux) ont permis de définir plus précisément les modalités d'actions avec les établissements et d'affiner le dispositif sur les parties suivantes :

- le repérage des jeunes et leur inscription dans l'expérimentation (dans les actions ou en groupe témoin) est effectué par les structures partenaires :
 - o cellule de veille du décrochage scolaire pour les LP,
 - o conseillers emplois des Missions Locales ,
 - o équipes éducatives des CFA.
- la définition d'outils communs utilisés par les équipes afin de disposer d'un cadre général cohérent d'intervention dans les territoires :
 - o portefeuille de réussites et de compétences pour les apprentis et les lycéens,
 - o portefeuille de compétences pour les jeunes inscrits en Missions Locales,
 - o plaquette de communication sur le dispositif pour les jeunes et les partenaires,
 - o document de présentation du protocole global de l'évaluation,
 - o convention type avec les établissements.
- une uniformisation de la démarche dans l'ensemble des territoires avec des réunions collectives régulières avec les référents de l'Université. Ces échanges ont permis aux acteurs départementaux de cerner le cadre et les contraintes incontournables liés à la réalisation d'une expérimentation sociale tout en développant une culture commune :
 - o aspects quantitatifs avec le protocole de collecte des questionnaires
 - o la démarche qualitative avec des entretiens avec les acteurs (jeunes, référents ligue de l'enseignement, les partenaires)
 - o partage des outils pour une utilisation dans tous les territoires
 - o partage et échanges autour des pratiques et des projets mis en œuvre avec les partenaires dans les différentes structures locales

2. Modalités opérationnelles et état d'avancement (1 page)

Voici les étapes, réalisées et en cours, depuis le début de l'expérimentation :

- Elaboration de la plateforme régionale avec les partenaires concernés, cette étape a permis de se mettre d'accord sur les objectifs généraux et la déclinaison opérationnelle dans les départements.
- Cadrage de l'expérimentation au regard des contraintes inhérentes à la partie évaluation avec le développement d'une culture commune entre les porteurs de l'expérimentation et de l'évaluation.
- Définition de l'organisation au sein de la Ligue de l'enseignement avec la répartition des missions : une coordination politique, deux coordinations opérationnelles régionales relatives aux deux actions : LP/CFA et Mission Locale, un référent par département concerné.
- Adoption d'un cadre général commun d'actions et définition d'outils utilisés dans les face à face pédagogiques, une définition commune des critères pour les publics concernés, le cadrage des modalités de l'action (temps de prise en charge individuel, collectif), durée des actions, répartition des effectifs par département, ...
- mise en œuvre des actions auprès des jeunes, une première phase de test du dispositif (mars à juin) avec une prise en charge d'effectifs réduits (CFA et Mission Locale) pour faciliter ainsi la mise en œuvre complète des actions à partir de septembre 2010. Pour, les LP, le mois de juin 2010 nous a permis de valider l'entrée dans le dispositif des lycées volontaires, 12 lycées concernés.

Etat des effectifs en expérimentation au 1^{er} janvier 2011 et prévision des prochaines sessions

Action Mission Locale

Dép.	en expérimentation	groupe témoin	2 ^{ème} session prévue (date, effectifs)
09	8 entrées reste 12	5 entrées reste 15	12 entrées et 15 témoins - Mars 2011
12	7 entrées reste 13	7 entrées reste 13	13 entrées et 13 témoins - Mars 2011
31	8 entrées reste 12	0 entrées reste 20	12 Entrées en février/mars et 20 témoins
32	10 entrées reste 10	10 entrées reste 10	10 entrées et 10 témoins - Mars 2011
46	14 entrées reste 16	7 entrées reste 23	Nouvelles entrées prévues début février

Au total : 47 jeunes en expérimentation et 29 jeunes en groupe témoins (sur 100 jeunes/groupe)

Action CFA

Dép.	en expérimentation	groupe témoin	2 ^{ème} session prévue (date, effectifs)
09	24 entrées reste 16	22 entrées reste 18	16 entrées et 18 témoins - Mars 2011
32	20 entrées reste 0	20 entrées reste 0	

Au total : 44 jeunes en expérimentation et 42 jeunes en groupe témoins (sur 60 jeunes/groupe)

Action Lycées Professionnels

Dép.	en expérimentation	groupe témoin	2 ^{ème} session prévue (date, effectifs)
09	16 entrées reste 14	10 entrées reste 20	20 entrées et 20 témoins - février 2011
12	6 entrées reste 14	0 entrées reste 20	14 entrées et 20 témoins - février 2011
31	10 entrées reste 10	0 entrées reste 20	10 Entrées et 20 témoins en février/mars
32	20 entrées reste 20	20 entrées reste 20	20 entrées et 20 témoins - février 2011
46	10 entrées reste 10	5 entrées reste 15	Plus d'effectifs repérés dans ce LP,
81	4 entrées reste 6	0 entrées reste 10	6 entrées et 10 témoins – Février 2011
82	19 entrées reste 21	13 entrées reste 27	21 entrées et 27 témoins – Février 2011

Au total : 85 jeunes en expérimentation et 48 jeunes en groupe témoins (sur 180 jeunes/groupe)

Quelques éléments repérés à cette phase d'avancement du projet :

En ce qui concerne les résultats intermédiaires, nous ne disposons pas à ce jour de résultats formalisés ; cependant la mise en œuvre des premières étapes et actions ont permis de définir quelques tendances qui pourront être intéressantes à analyser en fin d'expérimentation.

Tout d'abord, il est utile d'insister sur l'importance de la phase de préparation en amont qui a permis de formaliser le dispositif et d'élaborer une culture commune en interne dans nos fédérations mais également d'échanger avec les partenaires sur les caractéristiques des publics et sur les méthodes pédagogiques utilisées.

Il apparaît un manque d'une définition commune du phénomène de décrochage scolaire des jeunes et différents critères sont utilisés par les LP pour repérer les élèves en difficulté. Il sera intéressant de croiser ces approches diverses suivant les établissements.

La période test avait également mis en lumière quelques interrogations sur une éventuelle « volatilité » des apprentis et les jeunes en insertion au fur et à mesure de l'expérimentation. Nous avons décidé avec les partenaires d'augmenter le nombre de participants aux réunions d'informations collectives afin de constituer des groupes au volume conforme à la prise en charge des effectifs annoncés.

Ces périodes tests nous ont permis de mettre en œuvre des évolutions à l'organisation du dispositif qui ont facilité la fidélisation des publics inscrits dans les actions :

- pour les apprentis : la période test n'était pas propice car trop proche de période d'examens de fin d'année. Il a fallu aussi expliquer aux jeunes, sans les stigmatiser, l'intérêt personnel qu'ils pouvaient avoir à entrer dans le dispositif. Cette année scolaire, une implication plus forte des référents au sein des CFA et également une meilleure prise en compte des contraintes de la formation (sessions de cours, stages, périodes professionnelles) ont facilité une inscription dans la durée des jeunes dans les ateliers.
- pour les jeunes en Mission Locale sur les 47 jeunes entrés dans les premières cohortes expérimentales du dispositif voici les résultats à ce jour :

Dp.	nb/suivi	CDD/Int.	Formation	S. Civique	bafa/anim	Autres	Abandon
09	8	4	2	1			1
12	7	2	2		1	1	1
31	8		1	2	3	1	1
32	10	2	2	1	4		1
46	14	4	2	1	3	2	2
TOT.	47	12	9	5	11	4	6

Les abandons du dispositif sont liés à des problématiques sociales fortes pour les jeunes concernés : addiction et santé, déménagement, problématique familiale ou judiciaire.

La situation intitulée « Autres » relate des accompagnements lourds sur des problématiques administratives (sécurité sociale, logement, aides sociales, ...), de mobilité (déplacement, permis de conduire) ou de recherche d'emploi non aboutie à ce jour.

D'une manière générale, il y a donc une bonne adhésion des jeunes au dispositif et les outils mobilisés tels que la formation BAFA et le service civique amènent une réelle plus value pour permettre l'accompagnement des démarches d'insertion des jeunes. Malgré tout, les sorties sur

contrat restent majoritairement sur des solutions précaires (CDD et missions intérim) et quelques reprises de formation sont également à noter (CAP, BAC, GRETA, ...).

L'année scolaire en cours, avec la prise en charge des 2èmes cohortes Mission Locale et l'analyse des évolutions dans les parcours des lycéens entrés dans les ateliers de médiations scolaire permettra bien entendu de compléter et de préciser ces résultats intermédiaires.

Enfin en ce qui concerne les groupes témoins, l'orientation des jeunes sur ces groupes est effectuée par les structures locales partenaires (LP, CFA et Missions Locales), le démarrage a été plus lent que pour l'entrée des jeunes dans les actions, en effet plusieurs difficultés ont été rencontrées et notamment pour les publics inscrits en Mission Locale et donc non captifs dans un établissement scolaire ou dans un CFA.

La méthode utilisée de questionnaires en ligne n'était pas adaptée à des situations locales et il a été décidé de proposer aux référents d'utiliser des questionnaires papiers afin de faciliter les entrées des jeunes en groupe témoin lors de leur orientation sur ce dispositif par le partenaire. En effet, il est ainsi plus facile pour les acteurs locaux de différencier les groupes de jeunes dès le départ et constituer ainsi au sein de la population repérée les 2 groupes. Les référents impliqués sur les actions accompagnent l'évaluateur dans le suivi des remontées des questionnaires collectées.

En ce qui concerne les LP, l'équipement informatique des établissements permet pour les 2 groupes l'utilisation de ce procédé pour renseigner les différents questionnaires.

CERTIFICAT :

Je soussigné, Hélios GONZALO, président de la Ligue de l'enseignement Midi-Pyrénées et responsable de la structure porteuse du projet AP1_n° 434, certifie exact l'ensemble des informations figurant sur le présent document.

Date : 31 Janvier 2011,

Signature :



La Ligue de l'Enseignement Midi-Pyrénées
31, rue des Amidonniers
BP 10906
31009 Toulouse Cedex 6
Tél. : 05 62 27 91 32